

Monsieur le Président,

Distingués membres de la Délégation pour les relations avec l'Afghanistan,

Je suis très honoré de me trouver, pour la première fois pour cette législature, devant la Délégation pour l'Afghanistan du Parlement Européen, l'une des plus grandes institutions démocratiques au monde. Nous apprécions énormément le rôle important que joue l'Union européenne en Afghanistan, afin d'y établir la démocratie et la stabilité.

Ces derniers mois la situation en Afghanistan a été difficile du point de vue de la sécurité et de la politique. Assurer la paix et mettre fin à la guerre sont les souhaits les plus anciens du peuple afghan. Au cours des trente dernières années, le peuple afghan a fait des sacrifices continus pour réaliser la paix.

L'Afghanistan est l'un des rares pays dont le passé récent affligé par tant de douleurs et de drames présent tant de défis à relever aujourd'hui.

Il y a huit ans l'Afghanistan était détruit par la guerre et l'ingérence étrangère. Le pays était isolé et sous l'autorité d'un régime cruel, intolérant et antidémocratique. Les femmes afghanes n'avaient pas d'accès à l'éducation, pas de droit de travailler, et pas d'accès à la santé publique. Ecouter la musique, regarder la télévision et la plupart des sports étaient interdits. Le pays était devenu un refuge pour les terroristes internationaux.

Après huit ans d'efforts conjoints de la communauté internationale et du gouvernement afghan, la situation a beaucoup changé. Nous étions une nation opprimée, nous sommes aujourd'hui une société libre.

Aujourd'hui, l'Afghanistan a la constitution la plus démocratique de la région. Elle assure la protection des droits fondamentaux ainsi que l'égalité des droits pour les femmes. L'époque des lapidations et des violences publiques contre les femmes est terminée.

Les changements sont visibles dans toutes les grandes villes du pays. Actuellement plus de 7 millions de filles et garçons vont à l'école, soit sept fois plus que depuis 2001. Environ un tiers des écoliers sont des filles. Les soins médicaux de base ont été étendus de 7 à 80% de la population.

Des milliers d'écoles, des centaines de cliniques et des dizaines d'universités et plusieurs milliers de km de routes ont été construites ou rénovés. Le système de télécommunication a été étendu et plus de 1 millions d'Afghans possèdent un téléphone. Depuis la chute des Taliban l'Afghanistan a une monnaie stable et une croissance économique à deux chiffres, tant que le revenu par tête d'habitant c'est multiplié à 3.

Sur le plan militaire et de la sécurité on constate des progrès importants.

En 2001, l'Afghanistan ne possédait plus d'armée nationale. Aujourd'hui, l'armée nationale afghane compte 95.000 soldats. Elle participe à 80% des opérations militaires menées sur le territoire afghan et assure la direction de 50% de ces opérations. D'après les sondages, l'armée bénéficie de la confiance des Afghans.

Je dois mentionner aussi que depuis 2001 l'Afghanistan a une force de police comptant 80 000 policiers. Toutefois, cette force est encore loin d'atteindre les standards que nous souhaitons. Dans le domaine de la formation des policiers, l'aide de l'Union Européenne par l'intermédiaire d'EUPOL est très important.

Tous ces progrès ont été possibles parce que la communauté internationale et l'UE ont généreusement aidé l'Afghanistan et continuent à le faire.

Cependant, ils nous restent des défis à relever. Les plus grandes menaces qui pèsent sur l'Afghanistan sont le terrorisme, la culture et le trafic de la drogue, ainsi que et la corruption ; elles sont toutes reliées l'une à l'autre et la cause de toutes est en grande partie l'insécurité engendrée par les activités terroristes.

Il n'y a aucun doute que la sécurité s'est détérioré en Afghanistan, spécialement dans les zones frontalières avec Pakistan et tout au long d'un certain nombre de routes, à cause des activités terroristes.

Le problème du terrorisme en Afghanistan est plus grave et plus compliqué que jamais auparavant. Nous affrontons un ennemi à la composition transnationale et avec objectifs au niveau mondial, qui est soutenu et protégé à l'étranger. Lutter contre le terrorisme à l'intérieur de l'Afghanistan n'aura qu'une portée limitée. Le gouvernement afghan a demandé à l'OTAN et à la coalition de se concentrer davantage sur le contrôle de la frontière, en réduisant la menace transfrontalière, car de l'autre côté se trouvent les principaux sanctuaires des terroristes C'est là où ils se regroupent et de là ils organisent des attaques contre l'Afghanistan.

Il y a plus de Taliban et de combattant étrangers dans la région aujourd'hui qu'à n'importe quel moment au cours de ces dernières années. Ces terroristes viennent en Afghanistan généralement à travers nos frontières poreuses, surtout de l'est et sud.

Nous constatons beaucoup de progrès chez nos ennemis les terroristes : une meilleure formation, beaucoup de ressources et équipement, de nouvelles tactiques (par ex. les attentats-suicide, les explosions au long de la route, les IED –engins explosifs improvisés). On aperçoit également qu'ils ont fait des progrès dans les domaines du commandement et coordination, tous ces signes montrent le danger de ce fléau pour l'Afghanistan, pour la région et pour le monde. L'Afghanistan se trouve en 1^{ère} ligne de ce combat et malheureusement est sa première victime. Donc en Afghanistan il n'y a pas un front armé classique et il est difficile d'éviter les morts et les blessés dus aux explosions, les IED et les attentats-suicide. Malheureusement, aujourd'hui nous nous trouvons face à des menaces communes et nous devrions agir ensemble pour faire front devant ce défi qui est le terrorisme.

Les activités terroristes ont aussi d'autres conséquences néfastes pour le pays, comme l'augmentation de la culture du pavot ou la corruption et elles endommagent également la restauration de la démocratie et la reconstruction du pays.

Concernant le problème de la drogue, les chiffres publiés par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) en 2009 montre que l'Afghanistan reste malheureusement le principal producteur d'opium, bien que ce rapport fasse état d'une diminution de la production et culture pour la deuxième année consécutive. En deux ans la production a diminué d'environ 16%, tandis que les surfaces cultivées ont été réduites d'environ 37%, de 192 000 ha à 123 000 ha.

On note également que le nombre de provinces cultivant l'opium est en recul, actuellement 20 sur 34 provinces n'ont pas des cultures de pavot. On aperçoit également que dans 27 provinces d'Afghanistan la culture du pavot représente 2% de l'ensemble, et l'inverse, 98% de l'opium est cultivé seulement dans 7 provinces du Sud-ouest. Donc la culture du pavot se concentre au Sud-ouest du pays où les terroristes sont actifs. Son commerce génère d'importants revenus, plus de 400 millions de dollars par an pour les Taliban et d'autres groupes terroristes dans la région. L'implication directe des Taliban dans le commerce d'opium leur permet de perfectionner une machine de guerre de plus en plus étendue et technologiquement complexe, note le Directeur exécutif de l'ONUDC, Moniseur Antonio Maria Costa.

L'instabilité rend la culture du pavot possible, les trafiquants achètent avec l'opium la protection de la part de terroristes et ceux-ci, avec l'argent gagné ainsi achètent les armes et paient leurs militants de base. Cela crée un environnement dans lequel les trafiquants, les terroristes et autres criminels vivent en toute impunité. Par conséquent, lutter contre les trafiquants de drogue équivaut à la lutte contre le terrorisme. Ce sont deux faces de la même médaille.

Il est important de souligner que l'une des causes majeures de la corruption reste l'argent provenant du commerce illégal de la drogue.

Malheureusement, selon l'Indice de perception de la corruption 2009 publié par Transparency International, l'Afghanistan est l'un des Etats les plus corrompus au monde, en même temps avec d'autres théâtres de conflit tels que l'Iraq, la Somalie, le Myanmar et le Soudan.

Dans le domaine de la lutte contre la corruption le gouvernement afghan a introduit de mesures afin de combattre ce fléau, mais malheureusement le résultat n'est pas convaincant. La loi anti-corruption est adoptée et la Haute autorité de lutte et de surveillance de la corruption est mise en place. Elle a pour mission de superviser et coordonner la mise en œuvre de la Stratégie anti-corruption adoptée conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption que l'Afghanistan avait déjà ratifiée. Les efforts du gouvernement consistent également à reformer les systèmes légaux et judiciaires.

A la suite de ces mesures de centaines de fonctionnaires de police, des juges, des trafiquants et d'autres ont été destitué, poursuivi en justice et condamné. Les ressources de l'Etat ont augmenté de 50% cette année en prenant des mesures contre les fraudes fiscales et de douanes.

Il est également important à souligner qu'une grande partie de l'argent dépensé en Afghanistan provient de l'aide étranger. Dans ce domaine également nous avons besoin de plus de transparence. Cette aide a contribué de manière significative à l'amélioration du niveau de vie en Afghanistan. En améliorant la gestion de cette aide nous pouvons l'utiliser plus efficacement. Il est important à souligner que seul un cinquième de l'aide étrangère passe par le gouvernement afghan et tout le reste est distribué par les donateurs eux-mêmes. On a souvent l'impression que la totalité de l'aide passe entre les mains du gouvernement et que le gouvernement l'avait mal géré. Mais la réalité est que la corruption existe en Afghanistan. Certaines causes sont inhérentes au gouvernement et d'autres sont extérieures.

Ici je dois mentionner également l'excellente initiative de la Présidence suédoise qui est le Blue Book pour l'Afghanistan

Enfin, je voudrais parler brièvement à propos des élections présidentielles et des conseils provinciaux de 2009.

On sait que les médias et certains observateurs ont été très critiques par rapport aux élections ; ils attendaient un processus électoral aux standards européens et ils ont été déçus. Les élections se sont déroulées dans des conditions de sécurité difficiles, dans un pays avec un taux d'analphabétisme de plus de 70%, avec des institutions étatiques neuves et faibles. Ce n'était pas une élection parfaite, il y a eu d'irrégularités. Mais il y a eu aussi des mécanismes en place pour s'occuper de cela. Des millions de gens sont sortis pour voter. Le jour des élections des raquettes ont été envoyées. Des gens ont été tués. Des doigts, des nez et des oreilles ont été coupés afin de dissuader les gens de sortir et participer au processus électoral. Compte tenu de toutes ces menaces et en présence de 6000 observateurs afghans et étrangers 6 millions de personnes ont voté, soit environ 40% des électeurs. Toutes ces contraintes prises en considération et comparant les élections dans la région, c'est le meilleur qui puisse arriver en Afghanistan.

Revenant à la situation générale, je vais souligner que donner la priorité à la formation d'une armée et d'une police afghane capables de prendre les relais est nécessaire est souhaitable et c'est une solution de longue terme. Maintenant tout le monde parle d'un calendrier pour le transfert des responsabilités aux forces de sécurité afghanes, afin d'alléger le fardeau de l'OTAN et la coalition en quelque sorte, sous-entendue une stratégie de sortie. Il est nécessaire qu'en Afghanistan on ait un gouvernement fiable et crédible. Un pouvoir qu'inspire la confiance du peuple afghan est une condition première si on veut défaire l'insurrection des Taliban et leurs alliés terroristes.

En conclusion, pour assurer un meilleur avenir pour le peuple afghan, il est absolument nécessaire que, d'une part, le gouvernement afghan fasse le ménage chez lui, appliquant des réformes de l'administration en profondeur, privilégiant les nominations au mérite et

luttant contre la corruption et la drogue, et d'autre part, il faut que la communauté internationale surveille de beaucoup plus près l'aide qu'elle accorde à l'Afghanistan, l'utilisant plus efficacement, d'une manière plus transparente. En outre, il faut qu'on continue la formation des forces armées, de la police, des juges, procureurs, et de mettre en place des institutions plus crédibles.